N° 75-006-X au catalogue
ISSN 2291-0859

Regards sur la société canadienne

Les variations dans les dettes et les actifs des familles canadiennes, 1999 à 2012

par Sharanjit Uppal et Sébastien LaRochelle-Côté

Date de diffusion : le 29 avril 2015

Statistique Canada Statistics Canada

Canada

Comment obtenir d'autres renseignements

Pour toute demande de renseignements au sujet de ce produit ou sur l'ensemble des données et des services de Statistique Canada, visiter notre site Web à www.statcan.gc.ca.

Vous pouvez également communiquer avec nous par :

Courriel à infostats@statcan.gc.ca

Téléphone entre 8 h 30 et 16 h 30 du lundi au vendredi aux numéros sans frais suivants :

- Service de renseignements statistiques 1-800-263-1136
- Service national d'appareils de télécommunications pour les malentendants 1-800-363-7629
- Télécopieur 1-877-287-4369

Programme des services de dépôt

- Service de renseignements 1-800-635-7943
- Télécopieur 1-800-565-7757

Normes de service à la clientèle

Statistique Canada s'engage à fournir à ses clients des services rapides, fiables et courtois. À cet égard, notre organisme s'est doté de normes de service à la clientèle que les employés observent. Pour obtenir une copie de ces normes de service, veuillez communiquer avec Statistique Canada au numéro sans frais 1-800-263-1136. Les normes de service sont aussi publiées sur le site www.statcan.gc.ca sous « À propos de nous » > « Notre organisme » > « Offrir des services aux Canadiens »

Note de reconnaissance

Le succès du système statistique du Canada repose sur un partenariat bien établi entre Statistique Canada et la population du Canada, les entreprises, les administrations et les autres organismes. Sans cette collaboration et cette bonne volonté, il serait impossible de produire des statistiques exactes et actuelles.

Signes conventionnels dans les tableaux

Les signes conventionnels suivants sont employés dans les publications de Statistique Canada :

.	indisponible pour toute période de référence
..	indisponible pour une période de référence précise
...	n'ayant pas lieu de figurer
0	zéro absolu ou valeur arrondie à zéro
0^s	valeur arrondie à 0 (zéro) là où il y a une distinction importante entre le zéro absolu et la valeur arrondie
^{p}	provisoire
^{r}	révisé
x	confidentiel en vertu des dispositions de la *Loi sur la statistique*
^{E}	à utiliser avec prudence
F	trop peu fiable pour être publié
*	valeur significativement différente de l'estimation pour la catégorie de référence ($p<0,05$)

Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada

© Ministre de l'Industrie, 2015

Tous droits réservés. L'utilisation de la présente publication est assujettie aux modalités de l'entente de licence ouverte de Statistique Canada.

Une version HTML **est aussi disponible.**

This publication is also available in English.

Les variations dans les dettes et les actifs des familles canadiennes, 1999 à 2012

par Sharanjit Uppal et Sébastien LaRochelle-Côté

Aperçu de l'étude

Le présent article examine les variations de la dette, des actifs et de la valeur nette parmi les familles canadiennes détenant une dette au cours de la période allant de 1999 à 2012, selon certaines caractéristiques familiales. Il porte aussi sur les variations de deux ratios clés de l'endettement : le ratio de la dette au revenu et le ratio de la dette aux actifs.

- En 2012, le pourcentage de familles canadiennes détenant une dette se chiffrait à 71 %, comparativement à 67 % en 1999. La dette médiane détenue par ces familles s'établissait à 60 100 $, comparativement à 36 700 $ en 1999 (en dollars constants de 2012).
- Entre 1999 et 2012, la dette médiane et les actifs médians ont augmenté pour la plupart des types de familles, mais pas également pour toutes les catégories de familles. La dette médiane, par exemple, a connu une hausse plus rapide dans le groupe des 35 à 44 ans, chez les couples ayant des enfants de moins de 18 ans et chez les détenteurs d'hypothèque.
- Entre 1999 et 2012, le ratio médian de la dette au revenu a progressé, pour passer de 0,78 à 1,10, tandis que le ratio médian de la dette aux actifs est demeuré stable, à environ 0,25. Les familles du groupe des 35 à 44 ans ont connu des hausses significatives de leurs ratios de la dette au revenu et de la dette aux actifs.
- En 2012, 35 % des familles canadiennes avaient un ratio de la dette au revenu supérieur à 2,0, ce qui signifie que leur dette représentait au moins deux fois leur niveau de revenu annuel après impôt. Cela était le cas pour 23 % des familles canadiennes en 1999.
- En 2012, 14 % des familles avaient une dette de consommation (c.-à-d., une dette autre qu'une dette hypothécaire) qui était supérieure à leur revenu familial annuel après impôt. En comparaison, 8 % des familles étaient dans la même situation en 1999.

Introduction

Dans les ouvrages publiés en sciences sociales, le revenu est souvent dépeint comme une mesure clé du bien-être économique et social. Toutefois, d'autres mesures du bien-être économique sont tout aussi importantes, par exemple, la valeur nette qui peut être définie comme la valeur actuelle du total des actifs de la famille moins la somme de toutes les dettes détenues par cette famille. Les actifs sont généralement constitués de biens immobiliers, d'effets personnels et d'épargnes, ainsi que d'investissements financiers, mais peuvent aussi inclure la valeur actuelle des régimes de retraite d'employeurs. La dette comprend la dette hypothécaire et la dette de consommation (comme les prêts étudiants et autres prêts; les marges de crédit personnelles et hypothécaires; les factures non payées et les soldes de carte de crédit).

La dette est un élément central des finances des ménages, en grande partie parce qu'elle joue un rôle fondamental dans le maintien de niveaux de consommation relativement constants au cours du cycle de vie[1]. Aux premières étapes du cycle de vie, on peut avoir recours

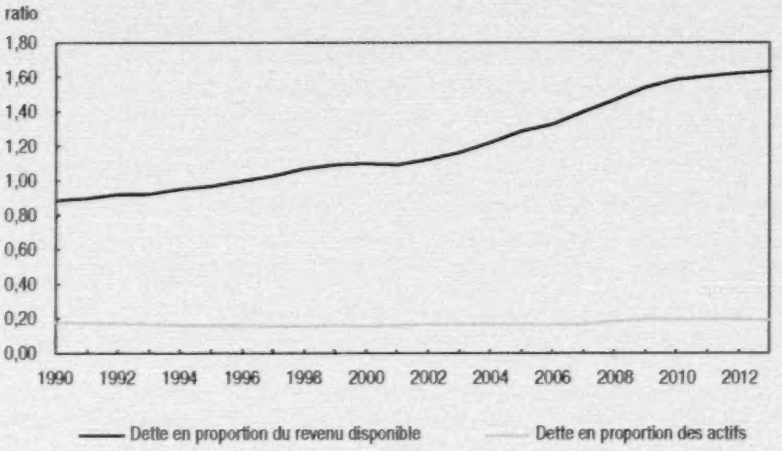
à l'épargne et à l'emprunt pour financer la scolarité et l'acquisition d'un logement. Plus tard, la dette est remboursée au fur et à mesure que le revenu augmente par rapport à la consommation, ce qui mène à une accumulation de patrimoine. Aux dernières étapes du cycle de vie, la valeur nette peut fournir une forme de sécurité financière à la retraite, particulièrement en l'absence d'une couverture appropriée par un régime de retraite[2].

Le processus d'accumulation de patrimoine, toutefois, a changé au fil du temps. Les 15 dernières années ont été caractérisées par une baisse des taux d'intérêt, une augmentation des prix des logements, des variations du rendement des marchés financiers et des changements dans la situation économique[3]. Par suite de ces changements, les actifs et la dette ont pris de plus en plus d'importance dans les finances des familles, à tout le moins par rapport au revenu. En 2013, le ratio agrégé de la dette des ménages au revenu disponible s'établissait à 1,63 (soit 1,63 $ de dette pour chaque dollar de revenu disponible), comparativement à un ratio de 0,89 en 1990. Au cours de la même période, le ratio de la dette des ménages aux actifs des ménages a peu varié, oscillant autour de 0,2 ou moins (graphique 1)[4].

Les variations de la dette et des actifs, toutefois, n'ont peut-être pas été les mêmes pour tous les types de familles. Dans une étude antérieure fondée sur des données sur la dette de 2009[5], on a déterminé que les niveaux de dette étaient généralement plus élevés parmi les détenteurs d'hypothèque, les personnes ayant fait des études universitaires, les couples avec enfants, les personnes vivant en Alberta et en Colombie-Britannique et les personnes ayant un revenu familial plus élevé. On sait peu de choses au sujet des variations de l'accumulation des actifs et de la dette selon les diverses caractéristiques des familles depuis 2005, année où la dernière enquête complète sur la dette et les actifs des ménages a été menée par Statistique Canada. À partir des nouvelles données disponibles dans l'Enquête sur la sécurité financière (ESF) de 2012, et des données du cycle de 1999 de la même enquête, la présente étude comble cette lacune en examinant les changements qui ont touché les niveaux de dette et d'actifs des familles canadiennes au cours de la période de 1999 à 2012 (voir *Sources de données, méthodes et définitions*)[6]. Tous les chiffres du présent article sont exprimés en dollars de 2012, en utilisant l'indice d'ensemble des prix à la consommation comme déflateur.

Dans le présent document, on examine des indicateurs de la dette et des actifs pour la période allant de 1999 à 2012, selon des caractéristiques familiales clés comme l'âge, la scolarité, la structure de la famille, la région, la propriété du logement et le revenu familial. Le présent document examine aussi les variations au fil du temps de deux indicateurs clés de l'endettement selon les caractéristiques familiales : le ratio de la dette au revenu (montant total de la dette divisé par le revenu après impôt) et le ratio de la dette aux actifs (dette totale divisée par le total des actifs).

Graphique 1
Dette des ménages en proportion des actifs et du revenu disponible, 1990 à 2013



Source : Statistique Canada, tableau CANSIM 378–0123, 1990 à 2013.

Le pourcentage de familles détenant une dette a augmenté dans tous les types de familles

Quelle est la proportion de familles endettées (le pourcentage d'« emprunteurs ») au Canada? En 2012, le pourcentage de familles canadiennes détenant une dette s'établissait à 71 %, comparativement à 67 % en 1999 (tableau 1). Plusieurs caractéristiques ont été associées aux pourcentages plus élevés d'emprunteurs[7].

Tant en 1999 qu'en 2012, les proportions les plus élevées de familles ayant une dette se trouvaient parmi les familles les plus jeunes; les familles dont le soutien économique principal avait fait des études universitaires; les couples avec enfants[8]; et les familles du quintile de revenu supérieur. En comparaison, celles ayant les proportions d'endettement les plus faibles étaient les familles dont le soutien économique principal était âgé de 65 ans et plus; les familles dont le soutien économique principal n'avait pas fait d'études secondaires; et les familles du quintile de revenu inférieur[9].

Ces résultats correspondent à la théorie du cycle de vie de la consommation, les jeunes et les familles ayant des enfants vivant à la maison étant généralement plus susceptibles de détenir des dettes pour financer leur consommation (par exemple l'achat d'une maison)[10]. Les personnes plus âgées, en comparaison, sont plus susceptibles d'être propriétaires de leur maison et, ainsi, plus susceptibles d'avoir moins de dettes dans leur bilan.

Le pourcentage global d'emprunteurs a augmenté pour presque toutes les catégories de familles entre 1999 et 2012, mais a connu une hausse plus rapide dans certains cas. Il s'agit notamment des familles du groupe des 65 ans et plus (de 27 % à 43 %), des immigrants récents (de 63 % à 76 %), des familles du deuxième quintile de revenu (de 57 % à 66 %), et des propriétaires sans hypothèque (de 43 % à 51 %). L'augmentation parmi les familles plus âgées laisse supposer qu'une part croissante des personnes qui approchent de la retraite ont toujours une dette au moment où elles prennent leur retraite[11].

La dette médiane a augmenté plus rapidement dans les familles d'âge moyen et les couples avec enfants

En 2012, le montant médian de la dette détenue par les familles canadiennes (exprimé en dollars constants de 2012) s'établissait à 60 100 $, comparativement à 36 700 $ en 1999 (tableau 2). La valeur médiane des actifs des familles détenant une dette a aussi augmenté, passant de 225 400 $ à 405 200 $[12]. Ces chiffres variaient toutefois selon les caractéristiques familiales et personnelles.

Tableau 1
Pourcentage de familles détenant une dette, 1999 et 2012

	1999	2012
	pourcentage	
Familles détenant une dette	**67,3**	**71,1**
Âge du soutien économique principal		
15 à 34 ans	79,6	78,6
35 à 44 ans	80,0	84,7
45 à 54 ans	76,4	80,7
55 à 64 ans	60,9	70,3
65 ans et plus	27,4	42,5
Niveau de scolarité du soutien économique principal		
Niveau inférieur à des études secondaires	51,1	51,2
Diplôme d'études secondaires	69,9	70,1
Diplôme d'un collège/d'une école de métiers	75,1	78,0
Diplôme universitaire	75,1	76,3
Structure de la famille		
Personnes non âgées (moins de 65 ans)		
Personnes seules	64,4	65,6
Couples sans enfants ou avec enfants de 18 ans et plus	77,9	82,5
Couples avec enfants de moins de 18 ans	87,2	90,4
Parents seuls	71,7	79,6
Autres	73,6	77,9
Personnes âgées (65 ans et plus)	27,4	42,5
Statut d'immigrant du soutien économique principal		
A immigré au cours des 10 dernières années	63,0	76,0
Plus de 10 années écoulées depuis l'immigration	62,9	66,3
Né au Canada	68,3	71,8
Région		
Atlantique	73,4	76,4
Québec	64,3	71,3
Ontario	67,2	70,7
Manitoba et Saskatchewan	63,5	68,9
Alberta	71,6	73,1
Colombie-Britannique	68,3	68,8
Propriété du logement		
Propriétaires avec hypothèque	100,0	100,0
Propriétaires sans hypothèque	42,5	51,3
Non-propriétaires	58,3	60,3
Quintile du revenu		
Quintile inférieur	54,0	54,6
Deuxième quintile	56,5	65,6
Quintile intermédiaire	70,6	76,1
Quatrième quintile	77,4	78,8
Quintile supérieur	77,8	80,7

Source : Statistique Canada, Enquête sur la sécurité financière, 1999 et 2012.

Tableau 2
Dette médiane et actifs médians, familles détenant une dette, 1999 et 2012

	Dette médiane		Variation	Actifs médians		Variation
	1999	2012	1999 à 2012	1999	2012	1999 à 2012
	dollars de 2012					
Tous	**36 700**	**60 100**	**23 400***	**225 400**	**405 200**	**179 800***
Âge du soutien économique principal						
15 à 34 ans	24 400	39 300	14 900*	63 600	92 700	29 100
35 à 44 ans	63 000	142 600	79 600*	234 000	413 800	179 800*
45 à 54 ans	50 500	87 800	37 300*	355 400	552 700	197 300*
55 à 64 ans	26 200	49 300	23 100*	404 100	656 800	252 700*
65 ans et plus	8 500	18 000	9 500*	310 100	484 300	174 200*
Niveau de scolarité du soutien économique principal						
Niveau inférieur à des études secondaires	15 100	19 000	3 900	150 600	208 100	57 500
Diplôme d'études secondaires	36 400	42 500	6 100	206 000	346 100	140 100*
Diplôme d'un collège/d'une école de métiers	43 000	75 000	32 000*	221 900	388 100	166 200*
Diplôme universitaire	61 600	109 000	47 400*	351 200	621 700	270 500*
Structure de la famille						
Personnes non âgées (moins de 65 ans)						
Personnes seules	12 100	19 700	7 600*	42 200	58 200	16 000
Couples sans enfants ou avec enfants de 18 ans et plus	48 500	91 000	42 500*	325 100	578 300	253 200*
Couples avec enfants de moins de 18 ans	82 600	170 000	87 400*	283 600	528 700	245 100*
Parents seuls	19 300	22 300	3 000	65 000	89 500	24 500
Autres	26 200	43 000	16 800	225 500	401 200	175 700*
Personnes âgées (65 ans et plus)	8 500	18 000	9 500*	310 100	484 300	174 200*
Statut d'immigrant du soutien économique principal						
A immigré au cours des 10 dernières années	34 100	58 000	23 900	122 000	274 000	152 000
Plus de 10 années écoulées depuis l'immigration	53 900	88 500	34 600*	335 900	559 900	224 000*
Né au Canada	34 500	56 000	21 500*	215 100	388 600	173 500*
Région						
Atlantique	23 900	39 000	15 100*	163 900	284 600	120 700*
Québec	27 500	34 300	6 800	176 600	334 000	157 400*
Ontario	48 200	72 000	23 800*	271 600	449 000	177 400*
Manitoba et Saskatchewan	31 500	61 000	29 500*	198 000	369 700	171 700*
Alberta	52 400	117 000	64 600*	242 100	460 600	218 500*
Colombie-Britannique	45 900	72 300	26 400	274 600	531 400	256 800*
Propriété du logement						
Propriétaires avec hypothèque	105 000	180 000	75 000*	319 400	547 800	228 400*
Propriétaires sans hypothèque	13 100	24 300	11 200*	462 200	846 500	384 300*
Non-propriétaires	7 900	10 000	2 100*	22 800	23 400	600
Quintile du revenu						
Quintile inférieur	9 100	12 000	2 900	19 800	24 800	5 000
Deuxième quintile	23 700	31 900	8 200	141 300	241 700	100 400*
Quintile intermédiaire	44 300	84 000	39 700*	228 200	406 000	177 800*
Quatrième quintile	62 300	105 000	42 700*	307 000	562 100	255 100*
Quintile supérieur	90 400	158 500	68 100*	492 400	1 023 900	531 500*

* indique que la valeur de 2012 était significativement différente de la valeur de 1999 au niveau de signification de 5 %
Source : Statistique Canada, Enquête sur la sécurité financière, 1999 et 2012.

Les différences dans les niveaux de dette et d'actifs entre les catégories de familles allaient de pair avec l'hypothèse du cycle de vie. Par exemple, les familles d'âge moyen (dont le soutien économique principal avait entre 35 et 44 ans) détenaient une dette médiane plus élevée en 2012 (142 600 $), tout comme les familles de couples avec enfants (170 000 $) et les propriétaires de maison ayant une hypothèque (180 000 $). En outre, les valeurs médianes des actifs étaient plus élevées parmi les familles du groupe des 55 à 64 ans (656 800 $) et les propriétaires de maison sans hypothèque (846 500 $). Ces résultats étaient à prévoir, étant donné que les familles plus jeunes en sont aux premières étapes de leur cycle de vie et ont donc des niveaux plus élevés de dette par rapport à leurs actifs. Les familles plus âgées, en comparaison, ont généralement une dette moins grande et des actifs plus élevés.

D'autres catégories de familles ont été associées à des niveaux plus élevés de dette et d'actifs. Elles comprenaient celles dont le soutien économique principal était titulaire d'un diplôme universitaire, celles dans le groupe des immigrants installés au Canada depuis plus de 10 ans, celles résidant en Alberta et en Colombie-Britannique et celles du quintile de revenu supérieur.

En outre, les variations de la dette et des actifs au cours de la période n'ont pas été les mêmes d'une catégorie familiale à l'autre. Entre 1999 et 2012, la dette médiane a augmenté dans tous les groupes d'âge, mais particulièrement chez les familles du groupe des 35 à 44 ans (hausse de 79 600 $). Les couples avec enfants ont aussi fait face à une augmentation comparativement importante de leur dette médiane (87 400 $), tout comme les détenteurs d'une hypothèque (75 000 $).

Parmi les autres catégories de familles ayant connu des hausses significatives de la dette médiane figuraient les couples sans enfants et les personnes seules, les familles ayant des niveaux plus élevés de scolarité, les familles immigrantes résidant au Canada depuis au moins 10 ans, et les familles appartenant aux trois quintiles supérieurs de revenu familial. Sur le plan régional, la dette médiane a augmenté de 64 600 $ en Alberta, soit la hausse la plus importante de toutes les régions. D'autres augmentations significatives ont eu lieu au Manitoba et en Saskatchewan, en Ontario et dans la région de l'Atlantique.

En général, les hausses significatives de la dette ont été accompagnées d'augmentations significatives des actifs médians au cours de la période. Parmi les résidents de l'Alberta, par exemple, les actifs médians ont augmenté de 218 500 $ au cours de la période. De même, les actifs médians ont augmenté de 179 800 $ chez les 35 à 44 ans; de 245 100 $ chez les couples avec enfants; et de 228 400 $ chez les détenteurs d'hypothèque.

Pour certaines catégories de familles, l'augmentation de la valeur médiane des actifs a été nettement plus grande que la hausse de la dette médiane. Cela était le cas des familles des groupes plus âgés (55 ans et plus) et des propriétaires de maison sans hypothèque, ces derniers voyant leurs actifs médians augmenter de 384 300 $, comparativement à une hausse relativement faible (mais statistiquement significative) de 11 200 $ de la dette médiane. Les familles dont le soutien économique principal détenait un diplôme d'études secondaires, celles dont la structure familiale était « autre »[13], celles vivant au Québec et en Colombie-Britannique, et celles du deuxième quintile de revenu ont aussi vu leurs actifs médians augmenter sans que cette hausse ne soit accompagnée d'une hausse significative de la dette médiane.

D'autres types de familles, toutefois, ont vu leur dette médiane augmenter de manière significative, sans toutefois bénéficier d'une hausse significative de leurs actifs médians. Cela était le cas des non-propriétaires, des personnes vivant seules et des familles du groupe des 15 à 34 ans.

Variations de la valeur nette médiane selon les caractéristiques familiales

Les résultats qui précèdent soulèvent des questions quant aux familles qui ont connu la hausse la plus importante de leur valeur nette ou de leur avoir net au cours de la période. Dans le présent document, l'avoir net est défini comme étant la valeur globale des actifs (y compris les pensions d'employeur) détenus par une famille moins la valeur globale de la dette détenue par la même famille. En 2012, par exemple, l'avoir net médian de toutes les familles canadiennes détenant une dette s'établissait à 248 000 $, comparativement à 131 100 $ en 1999 (tableau 3). Comme c'était le cas pour la dette et les actifs, toutefois, les variations de l'avoir net médian variaient aussi selon les catégories de familles.

La plupart des catégories de familles ont vu des hausses significatives de leur avoir net entre 1999 et 2012. Les augmentations les plus importantes

ont touché les familles du quintile de revenu supérieur (472 700 $), les propriétaires de maison sans hypothèque (357 400 $), les familles dont le soutien économique principal était titulaire d'un diplôme universitaire (198 500 $), les familles du groupe des 55 à 64 ans (190 300 $), et les couples sans enfants (185 000 $). Ces résultats ne sont pas surprenants, étant donné que ces catégories de familles ont connu des hausses relativement importantes de leurs actifs médians, et des hausses comparativement plus faibles de leurs niveaux de dette médians.

Tableau 3
Valeur nette médiane, familles détenant une dette, 1999 et 2012

	1999	2012	Variation, 1999 à 2012	
	dollars constants de 2012		dollars	pourcentage
Tous	**131 100**	**248 000**	**116 900***	**89,2**
Âge du soutien économique principal				
15 à 34 ans	34 100	42 200	8 100	23,8
35 à 44 ans	141 500	218 000	76 500*	54,1
45 à 54 ans	253 100	402 600	149 500*	59,1
55 à 64 ans	349 100	539 400	190 300*	54,5
65 ans et plus	283 400	447 400	164 000*	57,9
Niveau de scolarité du soutien économique principal				
Niveau inférieur à des études secondaires	95 600	114 600	19 000	19,9
Diplôme d'études secondaires	118 200	190 000	71 800*	60,7
Diplôme d'un collège/d'une école de métiers	124 700	220 000	95 300*	76,4
Diplôme universitaire	231 600	430 100	198 500*	85,7
Structure de la famille				
Personnes non âgées (moins de 65 ans)				
Personnes seules	26 000	36 500	10 500	40,4
Couples sans enfants ou avec enfants de 18 ans et plus	223 600	408 600	185 000*	82,7
Couples avec enfants de moins de 18 ans	165 800	303 000	137 200*	82,8
Parents seuls	30 700	47 300	16 600	54,1
Autres	171 800	304 500	132 700*	77,2
Personnes âgées (65 ans et plus)	283 400	447 400	164 000*	57,9
Statut d'immigrant du soutien économique principal				
A immigré au cours des 10 dernières années	47 300	74 400	27 100	57,3
Plus de 10 années écoulées depuis l'immigration	216 400	346 300	129 900*	60,0
Né au Canada	125 400	240 900	115 500*	92,1
Région				
Atlantique	113 000	179 500	66 500*	58,8
Québec	104 200	217 600	113 400*	108,8
Ontario	155 100	272 900	117 800*	76,0
Manitoba et Saskatchewan	135 900	240 200	104 300*	76,7
Alberta	142 000	260 000	118 000*	83,1
Colombie-Britannique	144 000	316 900	172 900*	120,1
Propriété du logement				
Propriétaires avec hypothèque	190 900	331 900	141 000*	73,9
Propriétaires sans hypothèque	427 400	784 800	357 400*	83,6
Non-propriétaires	12 300	10 100	-2 200	-17,9
Quintile du revenu				
Quintile inférieur	11 300	13 500	2 200	19,5
Deuxième quintile	81 500	126 200	44 700*	54,8
Quintile intermédiaire	137 700	234 800	97 100*	70,5
Quatrième quintile	196 600	419 900	223 300*	113,6
Quintile supérieur	366 300	839 000	472 700*	129,0

* indique que la valeur de 2012 était significativement différente de la valeur de 1999 au niveau de signification de 5 %
Source : Statistique Canada, Enquête sur la sécurité financière, 1999 et 2012.

En comparaison, l'avoir net n'a pas connu de hausse significative parmi les familles du groupe des 15 à 34 ans, les familles faisant partie du groupe des moins scolarisés (moins d'un diplôme d'études secondaires), les personnes seules, les familles monoparentales, les immigrants récents, les non-propriétaires et les familles du quintile de revenu inférieur. Dans le cas des familles plus jeunes, des personnes seules et des non-propriétaires, l'avoir net n'a pas connu de hausse parce que les actifs médians n'ont pas augmenté de façon proportionnelle à la hausse des niveaux d'endettement. Dans le cas des familles situées dans le groupe des moins scolarisés, des familles monoparentales, des immigrants récents et des familles se situant dans le quintile de revenu inférieur, ni la dette médiane, ni les actifs médians n'ont connu de hausse significative au cours de la période.

Ces résultats laissent supposer que les actifs immobiliers ont joué un rôle clé dans l'augmentation globale de la valeur des actifs au cours de la période (voir *Décomposition des variations de la dette et des actifs selon les caractéristiques familiales* pour des informations supplémentaires).

Variations du ratio de la dette au revenu et du ratio de la dette aux actifs

Les ratios de la dette aux actifs et de la dette au revenu fournissent une autre perspective tout aussi importante des finances des ménages[14]. Le ratio de la dette au revenu est considéré comme l'un des principaux indicateurs de l'endettement des familles. Les familles dont le ratio de la dette au revenu est relativement élevé sont plus susceptibles de consacrer une proportion plus importante de leur revenu au remboursement de leur dette, ce qui leur laisse moins

d'argent pour d'autres activités de consommation (ou pour l'épargne). Un autre indicateur important est le ratio de la dette aux actifs, qui révèle la vulnérabilité potentielle des familles aux variations des valeurs des actifs, particulièrement le logement.

Dans le présent document, on utilise le ratio médian pour chaque catégorie de familles. On l'obtient en calculant le ratio de la dette au revenu et le ratio de la dette aux actifs pour chaque famille appartenant à une catégorie particulière et en déterminant la valeur pour la famille médiane de la catégorie. Cette méthode a comme avantage d'être plus représentative de la situation financière des familles « typiques » de chaque catégorie. Par ailleurs, ces valeurs ne peuvent pas être comparées aux valeurs agrégées de la dette et du revenu disponible des ménages qui sont fournies par le Système de comptabilité nationale[15]. Dans les comptes, la valeur globale de la dette des ménages est divisée par la valeur globale du revenu (pour le ratio de la dette au revenu) ou des actifs (pour le ratio de la dette aux actifs). Même si cette méthode pourrait aussi être utilisée pour produire des estimations du ratio de la dette au revenu et du ratio de la dette aux actifs pour chaque catégorie, ces ratios ne seraient pas nécessairement représentatifs des familles typiques de chaque catégorie[16]. Des ratios agrégés selon la catégorie de familles sont disponibles dans un tableau supplémentaire (voir le tableau A.2).

Entre 1999 et 2012, le ratio médian de la dette au revenu a augmenté de façon significative, passant de 0,78 à 1,10. Cela signifie qu'en 2012 la famille médiane avait une dette correspondant à 110 % du revenu de la famille (comparativement à 78 % en 1999). Toutefois, le ratio médian de la dette aux actifs a peu varié, s'établissant à 0,27 en 1999 et à 0,25 en 2012 (tableau 4), ce qui laisse supposer que la famille médiane avait un niveau de dette correspondant à environ le quart des actifs, les deux années[17].

Tableau 4
Ratio médian de la dette au revenu et de la dette aux actifs selon les caractéristiques familiales, familles détenant une dette, 1999 et 2012

	1999	2012	1999	2012
	Ratio médian de la dette au revenu		Ratio médian de la dette aux actifs	
Tous	**0,78**	**1,10***	**0,27**	**0,25**
Âge du soutien économique principal				
15 à 34 ans	0,83	1,28*	0,52	0,53
35 à 44 ans	1,15	1,93*	0,31	0,39*
45 à 54 ans	0,75	1,16*	0,18	0,20
55 à 64 ans	0,48	0,84*	0,08	0,11
65 ans et plus	0,24	0,42*	0,05	0,05
Niveau de scolarité du soutien économique principal				
Niveau inférieur à des études secondaires	0,44	0,50	0,22	0,20
Diplôme d'études secondaires	0,83	0,94	0,29	0,26
Diplôme d'un collège/d'une école de métiers	0,93	1,26*	0,30	0,28
Diplôme universitaire	0,96	1,43*	0,24	0,23
Structure de la famille				
Personnes non âgées (moins de 65 ans)				
Personnes seules	0,55	0,82	0,40	0,40
Couples sans enfants ou avec enfants de 18 ans et plus	0,79	1,20*	0,20	0,19
Couples avec enfants de moins de 18 ans	1,24	1,94*	0,33	0,34
Parents seuls	0,62	0,62	0,42	0,37
Autres	0,48	0,65	0,17	0,21
Personnes âgées (65 ans et plus)	0,24	0,42*	0,05	0,05
Statut d'immigrant du soutien économique principal				
A immigré au cours des 10 dernières années	0,89	1,66	0,52	0,45
Plus de 10 années écoulées depuis l'immigration	0,88	1,37*	0,25	0,26
Né au Canada	0,76	1,03*	0,26	0,24
Région				
Atlantique	0,56	0,87*	0,20	0,22
Québec	0,66	0,75	0,24	0,19*
Ontario	0,92	1,18	0,29	0,27
Manitoba et Saskatchewan	0,72	0,99	0,22	0,23
Alberta	0,92	1,60*	0,31	0,31
Colombie-Britannique	0,98	1,43*	0,31	0,27
Propriété du logement				
Propriétaires avec hypothèque	1,72	2,46*	0,35	0,35
Propriétaires sans hypothèque	0,25	0,38*	0,03	0,03
Non-propriétaires	0,27	0,31	0,34	0,37
Quintile du revenu				
Quintile inférieur	0,62	0,76	0,45	0,40
Deuxième quintile	0,64	0,79	0,28	0,28
Quintile intermédiaire	0,88	1,36*	0,28	0,27
Quatrième quintile	0,91	1,34*	0,24	0,21
Quintile supérieur	0,87	1,24*	0,18	0,16

* indique que la valeur de 2012 était significativement différente de la valeur de 1999 au niveau de signification de 5 %
Source : Statistique Canada, Enquête sur la sécurité financière, 1999 et 2012

Le ratio de la dette au revenu atteint un sommet chez les familles du groupe de 35 à 44 ans, puis diminue avec l'âge. Cela était à prévoir, les niveaux de dette étant plus faibles pour les groupes plus âgés. Entre 1999 et 2012, le ratio médian a augmenté pour tous les groupes d'âge, et particulièrement chez les 35 à 44 ans, dont le ratio de la dette au revenu a connu une hausse, pour passer de 1,15 en 1999 à 1,93 en 2012. Le ratio médian a aussi augmenté chez les familles du groupe des 65 ans et plus, passant de 0,24 en 1999 à 0,42 en 2012.

Les familles dont le soutien économique principal était âgé de 35 à 44 ans se sont aussi distinguées du fait qu'elles appartenaient à la seule catégorie d'âge pour laquelle le ratio médian de la dette aux actifs a augmenté au cours de la période, passant de 0,31 à 0,39. Cela appuie nos constatations antérieures selon lesquelles la dette médiane a augmenté relativement rapidement par rapport aux actifs médians parmi les familles de ce groupe d'âge. D'autres groupes d'âge affichaient des ratios similaires de la dette aux actifs, tant en 1999 qu'en 2012, les familles plus jeunes ayant des ratios plus élevés et les familles plus âgées, des ratios plus faibles.

Entre 1999 et 2012, le ratio de la dette au revenu a augmenté de façon significative parmi les familles dont le soutien économique principal avait un diplôme d'un collège, d'une école de métiers ou un grade universitaire. Toutefois, le ratio de la dette aux actifs est demeuré stable au cours de la période dans toutes les catégories de scolarité.

Des hausses significatives du ratio de la dette au revenu ont aussi touché les familles de couples avec enfants (celui-ci étant passé de 1,24 à 1,94) et les familles de couples sans enfants (celui-ci étant passé de 0,79 à 1,20). Par contre, les variations du ratio de la dette aux actifs n'étaient pas significatives d'une structure familiale à l'autre.

Les augmentations des ratios de la dette au revenu étaient statistiquement significatives parmi les familles d'immigrants installées au Canada depuis au moins 10 ans et parmi les personnes nées au Canada. En comparaison, les ratios de la dette aux actifs sont demeurés stables au cours de la période pour les deux types de familles d'immigrants et pour les personnes nées au Canada.

La propriété du logement était associée à des hausses significatives du ratio de la dette au revenu, particulièrement chez les détenteurs d'hypothèque, dont le ratio médian de la dette au revenu a augmenté, pour passer de 1,72 en 1999 à 2,46 en 2012. Le ratio de la dette aux actifs des détenteurs d'hypothèque, toutefois, est demeuré stable au cours de la période (à 0,35).

À l'échelon régional, les augmentations les plus importantes du ratio de la dette au revenu ont eu lieu en Alberta et en Colombie-Britannique, élargissant l'écart avec les autres provinces. De l'autre côté du pays, la région de l'Atlantique a aussi enregistré une augmentation plus faible, mais significative, au cours de la période. Les changements dans le ratio médian de la dette au revenu n'étaient pas significatifs dans les trois autres régions.

Enfin, les ratios médians de la dette aux actifs sont demeurés stables dans toutes les régions, sauf au Québec, où le ratio médian a diminué pour passer de 0,24 en 1999 à 0,19 en 2012. Ces résultats correspondent à nos constatations antérieures qui montrent que les actifs médians ont augmenté de façon significative au Québec, mais pas la dette médiane.

Plus du tiers des familles canadiennes avaient un ratio de la dette au revenu supérieur à 2,0 en 2012

Étant donné qu'il existe des variations considérables entre les familles canadiennes en ce qui a trait aux finances des ménages, l'examen des changements dans la répartition des deux ratios peut fournir des renseignements additionnels.

En 2012, par exemple, environ le tiers des familles canadiennes avaient un ratio de la dette au revenu pouvant aller jusqu'à 0,5, ce qui signifie que la valeur totale de leur dette ne dépassait pas 50 % de leur revenu familial total après impôt (graphique 2). Ces familles sont probablement moins à risque d'un choc financier, étant donné qu'elles ont un degré plus faible d'exposition à la dette.

Toutefois, un autre tiers (35 %) des familles canadiennes avaient un ratio de la dette au revenu supérieur à 2,0 en 2012. En comparaison, la proportion de familles dans cette situation s'établissait à 23 % en 1999. En fait, la catégorie des familles ayant un ratio supérieur à 2,0 est la seule à avoir augmenté au cours de la période, la proportion ayant diminué dans toutes les autres catégories affichant des ratios plus faibles.

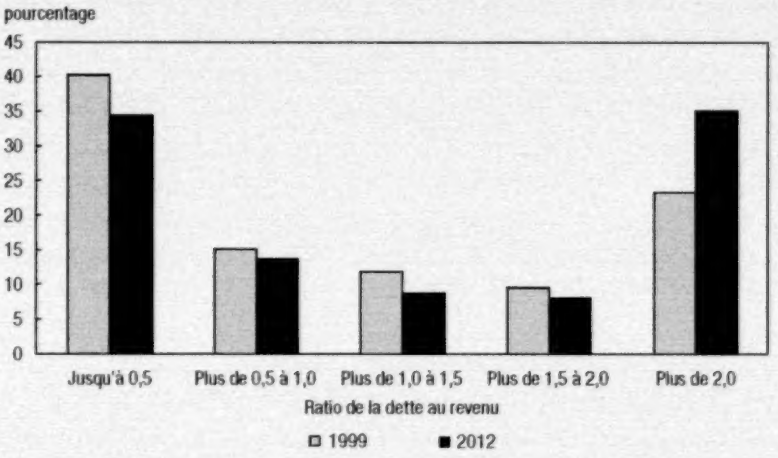
En outre, 14 % des familles canadiennes avaient une dette de consommation supérieure à leur revenu familial après impôt en 2012, comparativement à 8 % en 1999. La dette de consommation peut être décrite comme le montant total de dette qui n'est pas une dette hypothécaire : soldes de cartes de crédit, marges de crédit personnelles et hypothécaires, emprunts garantis et non garantis contractés auprès de banques et d'autres établissements de crédit (y

compris les prêts automobiles), et autres factures impayées. Le respect de leurs obligations financières pourrait présenter un défi pour ces familles, dont certaines consacrent peut-être une portion importante de leur revenu au service d'une dette qui ne contribue pas à rehausser la valeur nette du logement.

La proportion de familles canadiennes ayant une dette de consommation supérieure au revenu familial après impôt était, dans une certaine mesure, plus élevée dans certaines catégories de familles, comme les personnes seules (21 %) et les résidents de la Colombie-Britannique (20 %). Toutefois, l'augmentation du ratio au cours de la période n'est pas attribuable à une hausse particulière de la part des familles plus à risque d'afficher un ratio plus élevé. Le ratio a plutôt augmenté dans la presque totalité des catégories de familles au cours de la période.

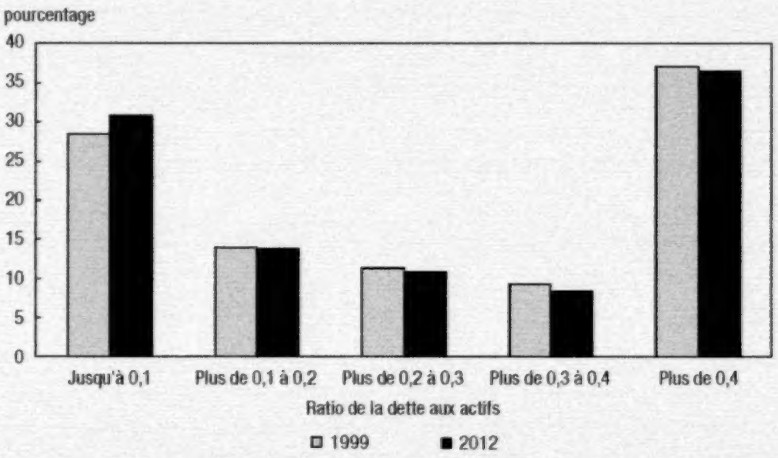
En comparaison, la répartition du ratio de la dette aux actifs est demeurée relativement stable au cours de la période (graphique 3). En 2012, 31 % des familles canadiennes avaient un ratio de la dette aux actifs égal ou inférieur à 0,1 (familles ayant des niveaux de dette représentant 10 % de la valeur de leurs actifs). Par contre, 37 % des familles canadiennes avait un ratio de la dette aux actifs supérieur à 0,4 en 2012. Ces pourcentages étaient relativement semblables en 1999.

Graphique 2
Répartition des familles canadiennes selon le niveau du ratio de la dette au revenu, familles détenant une dette, 1999 et 2012



Source : Statistique Canada, Enquête sur la sécurité financière, 1999 et 2012.

Graphique 3
Répartition des familles canadiennes selon le niveau du ratio de la dette aux actifs, familles détenant une dette, 1999 et 2012



Source : Statistique Canada, Enquête sur la sécurité financière, 1999 et 2012.

Conclusion

Au Canada, les années 1999 à 2012 ont été caractérisées par des hausses significatives des actifs et des dettes pour presque tous les types de familles au pays. L'ampleur de ces changements, toutefois, n'a pas été la même d'un type de famille à l'autre. De façon plus particulière, la dette a augmenté plus rapidement parmi les familles qui étaient au début de leur cycle de vie, comme celles du groupe des 35 à 44 ans et les couples avec enfants. Ces familles ont aussi profité de hausses de leurs actifs, mais d'autres types de familles ont aussi été avantagées à cet égard, particulièrement celles aux dernières étapes de leur cycle de vie. Par exemple, les actifs médians ont augmenté de 252 700 $ dans le groupe des 55 à 64 ans au cours de la période, comparativement à 179 800 $ chez les 35 à 44 ans.

On peut avoir un autre point de vue des finances des familles en examinant les ratios d'endettement. Dans le présent document, deux ratios particuliers ont été examinés : le ratio de la dette au revenu et le ratio de la dette aux actifs. Entre 1999 et 2012, le ratio médian de la dette au revenu des familles canadiennes a augmenté, pour passer de 0,78 à 1,10, tandis que le ratio médian de la dette aux actifs est demeuré relativement stable (autour de 0,25). Le ratio de la dette au revenu a augmenté plus rapidement pour certains types de familles que pour d'autres. Cela était le cas pour les familles dont le soutien économique principal était âgé entre 35 et 44 ans et les familles de couples ayant des enfants de moins de 18 ans. Les familles du groupe des 35 à 44 ans étaient les seules pour lesquelles le ratio médian de la dette aux actifs a augmenté au cours de la période, passant de 0,31 à 0,39.

Comme certaines familles ont de très faibles ratios, et d'autres, des ratios plus élevés, il est aussi important d'examiner la répartition des familles entre les catégories de ratios de la dette au revenu et de la dette aux actifs. En 2012, plus du tiers de toutes les familles canadiennes (environ 35 %) avaient un ratio de la dette au revenu supérieur à 2,0 (ou au moins 200 % de leur revenu), comparativement à 23 % en 2012. De même, 34 % d'entre elles avaient un ratio de la dette au revenu pouvant atteindre 0,5, en baisse par rapport à la proportion de 40 % enregistrée en 1999. Par contre, la répartition des familles entre les ratios de la dette aux actifs est demeurée à peu près inchangée entre 1999 et 2012.

Sharanjit Uppal *est un analyste principal de la Division de la statistique du travail et* ***Sébastien LaRochelle-Côté*** *est le rédacteur en chef de Regards sur la société canadienne, à Statistique Canada.*

Sources de données, méthodes et définitions

Sources de données

La présente étude utilise les données de l'Enquête sur la sécurité financière (ESF) de 1999 et 2012. L'ESF est une enquête à participation volontaire conçue pour recueillir auprès d'un échantillon de familles canadiennes des renseignements sur les avoirs, les dettes, l'emploi, le revenu et le niveau de scolarité. Des renseignements sont recueillis sur la valeur de l'ensemble des principaux actifs financiers et non financiers et sur les sommes dues à l'égard des prêts hypothécaires, des véhicules, des cartes de crédit, des prêts étudiants et d'autres dettes.

L'ESF porte sur la population vivant dans les 10 provinces au Canada. Sont exclues de l'enquête, les personnes vivant dans des réserves et d'autres établissements autochtones dans les provinces, les représentants officiels de pays étrangers vivant au Canada et leurs familles, les membres de communautés religieuses et d'autres communautés, les membres des Forces canadiennes qui habitent dans des camps ou des bases militaires, les personnes qui vivent à temps plein dans des établissements, par exemple, les détenus dans les pénitenciers et les malades chroniques dans les hôpitaux et les établissements de soins infirmiers.

L'analyse comprise dans la présente étude se limite aux familles ayant un certain niveau d'endettement. Les caractéristiques individuelles, comme l'âge et la scolarité, reflètent celles du soutien économique principal de la famille.

Définitions

La **famille** désigne la famille économique, définie comme une famille de deux personnes ou plus vivant dans le même logement et apparentées par le sang, le mariage ou l'adoption, ou vivant en union de fait, et les personnes seules vivant seules ou avec d'autres personnes non apparentées.

La **dette totale** désigne la dette totale de la famille et comprend la dette hypothécaire sur la résidence principale et tous les autres biens immobiliers (au Canada et à l'étranger), ainsi que la dette de consommation.

La **dette de consommation** comprend les soldes de cartes de crédit, des marges de crédit personnelles et hypothécaires, des emprunts garantis et non garantis contractés auprès de banques et d'autres établissements de crédit, y compris les prêts automobiles, et les autres factures impayées.

Le **total des actifs** désigne le total des actifs de la famille et comprend les biens immobiliers (résidence principale et tous les autres biens immobiliers), les régimes de retraite d'employeurs (valeur fondée sur la terminaison), ainsi que tous les autres actifs (y compris les REER, REEE, FERR, actions, obligations, fonds communs de placement, véhicules, effets du ménage, comptes bancaires, biens de collection, valeur accumulée des entreprises familiales et autres actifs financiers et non financiers).

Les **quintiles de revenu** sont fondés sur le revenu total de la famille économique, corrigé pour tenir compte de la taille de la famille (c.-à-d. divisé par la racine carrée de la taille de la famille).

Le **ratio de la dette au revenu** est obtenu en divisant la dette totale de la famille par le revenu après impôt de la famille.

Le **ratio de la dette aux actifs** est obtenu en divisant la dette totale de la famille par les actifs totaux de la famille.

Décomposition des variations de la dette et des actifs selon les caractéristiques familiales

Quels ont été les principaux facteurs à l'origine des hausses différentes de la dette et des actifs pour les divers groupes? Pour répondre à cette question, on peut notamment examiner la partie de l'augmentation des actifs et de la dette qui est liée au logement, soit l'hypothèque (dette) et les biens immobiliers (actifs). Les décompositions sont fondées sur les variations des valeurs moyennes pour chaque catégorie de famille.

Entre 1999 et 2012, la dette moyenne a augmenté de 57 600 $, tandis que les actifs moyens ont augmenté de 300 700 $ (tableau A.1). Comme les valeurs moyennes peuvent être influencées par les valeurs extrêmes au sommet de la répartition, les variations de la moyenne sont généralement plus importantes que les variations de la médiane.

Plus des trois quarts de l'augmentation totale de la dette totale moyenne ont été attribuables à une augmentation de la dette hypothécaire. La contribution de la dette hypothécaire à l'augmentation de la dette totale a été plus importante pour les groupes plus jeunes. Par exemple, la dette hypothécaire a été à l'origine de 85 % de l'augmentation de la dette totale pour les 15 à 44 ans. En comparaison, la contribution a été de 47 % pour les 65 ans et plus. Cela vient du fait que bon nombre des membres du groupe plus jeune étaient très probablement des acheteurs d'une première maison dans les années 2000, une période qui correspond à une augmentation des prix du logement.

Décomposition des variations de la dette et des actifs selon les caractéristiques familiales (suite)

Tableau A.1 Décomposition des variations de la dette et des actifs moyens selon les caractéristiques familiales, familles détenant une dette, 1999 à 2012

	Variation de la dette moyenne			Variation des actifs moyens			
		pourcentage attribuable à			pourcentage attribuable à		
	Total (en dollars)	Hypothèque	Dette de consommation	Total (en dollars)	Biens immobiliers	Actifs de retraite	Autre
Tous	**57 600**	**76,7**	**23,4**	**300 700**	**53,0**	**24,8**	**22,2**
Âge du soutien économique principal							
15 à 34 ans	51 400	84,8	15,4	123 400	67,1	14,4	18,5
35 à 44 ans	106 400	85,2	14,7	263 700	76,3	15,5	8,3
45 à 54 ans	54 900	74,5	25,3	322 000	54,6	27,0	18,5
55 à 64 ans	47 300	62,2	37,8	344 500	42,1	28,3	29,6
65 ans et plus	29 900	46,8	53,2	360 900	47,5	17,9	34,6
Niveau de scolarité du soutien économique principal							
Niveau inférieur à des études secondaires	23 500	48,5	51,5	132 500	60,4	18,9	20,8
Diplôme d'études secondaires	39 700	69,8	30,2	254 800	49,1	25,8	25,1
Diplôme d'un collège/d'une école de métiers	55 700	77,6	22,4	269 900	52,0	26,3	21,7
Diplôme universitaire	78 000	81,8	18,2	396 400	56,9	24,9	18,1
Structure de la famille							
Personnes non âgées (moins de 65 ans)							
Personnes seules	37 900	84,2	15,8	136 200	62,9	26,4	10,6
Couples sans enfants ou avec enfants de 18 ans et plus	60 900	72,6	27,6	403 900	41,7	27,7	30,7
Couples avec enfants de moins de 18 ans	107 100	81,8	18,2	354 500	66,5	18,9	14,6
Parents seuls	41 000	81,2	18,8	152 200	61,0	32,0	7,0
Autres	41 900	76,8	23,2	221 800	62,4	23,3	14,3
Personnes âgées (65 ans et plus)	29 900	46,8	53,2	360 900	47,5	17,9	34,6
Statut d'immigrant du soutien économique principal							
A immigré au cours des 10 dernières années	68 300	93,7	6,3	233 400	88,4	3,1	8,5
Plus de 10 années écoulées depuis l'immigration	71 000	71,8	28,2	304 900	64,3	15,9	19,9
Né au Canada	53 600	75,9	24,1	303 100	48,4	27,9	23,6
Région							
Atlantique	40 700	76,9	23,1	191 100	42,5	40,6	17,0
Québec	42 500	71,1	28,7	281 900	40,0	27,0	33,0
Ontario	52 800	77,7	22,3	285 100	55,4	26,0	18,5
Manitoba et Saskatchewan	55 200	81,3	19,0	314 800	42,6	32,9	24,5
Alberta	92 600	74,5	25,5	309 100	68,8	18,3	12,9
Colombie-Britannique	80 000	79,9	20,0	424 400	61,4	17,4	21,2
Propriété du logement							
Propriétaires avec hypothèque	97 800	85,9	14,0	327 200	64,4	22,2	13,4
Propriétaires sans hypothèque	38 300	30,5	70,0	546 483	42,8	26,6	30,5
Non-propriétaires	8 000	57,5	43,8	39 600	21,5	50,3	28,0
Quintile du revenu							
Quintile inférieur	24 700	74,5	25,5	74 300	80,9	7,1	11,8
Deuxième quintile	35 600	75,3	25,0	162 100	66,1	15,1	18,9
Quintile intermédiaire	57 700	72,8	27,4	263 200	56,8	17,4	25,8
Quatrième quintile	70 100	80,2	19,8	338 100	52,9	30,1	17,0
Quintile supérieur	100 200	77,2	22,8	667 400	45,1	29,3	25,5

Source : Statistique Canada, Enquête sur la sécurité financière, 1999 et 2012.

Il n'y a pas eu beaucoup de variations entre les quintiles de revenu dans la proportion d'augmentation de la dette hypothécaire. Pour tous les quintiles, la contribution de la dette hypothécaire à l'augmentation de la dette moyenne a varié entre 73 % et 80 %. Sur le plan régional, la contribution de la dette hypothécaire à l'augmentation globale de la dette a varié de 71 % au Québec à 81 % au Manitoba et en Saskatchewan.

Parmi les autres groupes pour lesquels la dette hypothécaire a joué un rôle plus important dans l'augmentation globale de la dette figuraient les immigrants récents (94 %), les personnes seules (84 %), les couples avec enfants (82 %) et les titulaires d'un diplôme universitaire (82 %).

En ce qui a trait aux actifs, les biens immobiliers ont contribué à plus de la moitié de l'augmentation globale de la valeur moyenne. La valeur des régimes de retraite d'employeurs a été à l'origine d'une proportion additionnelle de 25 %. Le reste de la hausse était attribuable à tous les autres actifs (investissements financiers comme les REER, et autres biens non immobiliers comme les voitures). Les biens immobiliers ont été à l'origine de plus des trois quarts de l'augmentation de la valeur des actifs chez les 35 à 44 ans et de 67 % chez les 15 à 34 ans. La contribution des biens immobiliers était plus faible pour les groupes plus âgés.

Décomposition des variations de la dette et des actifs selon les caractéristiques familiales (fin)

Les différences entre les quintiles de revenu étaient plus importantes dans le cas des actifs. De façon plus particulière, les biens immobiliers ont contribué davantage à l'augmentation des actifs totaux chez ceux se trouvant au bas de la répartition des revenus que chez ceux se trouvant au sommet. Parmi ceux du quintile inférieur, les actifs totaux moyens ont augmenté de 74 300 $. Plus des quatre cinquièmes (81 %) de cette hausse peuvent être attribués aux biens immobiliers. En comparaison, les actifs moyens ont augmenté de 667 400 $ dans le quintile supérieur, et moins de la moitié (45 %) de cette hausse était attribuable aux biens immobiliers.

À l'échelon régional, les biens immobiliers ont été à l'origine d'une proportion plus importante de l'augmentation de la valeur des actifs pour les personnes vivant en Alberta (69 %) et en Colombie-Britannique (61 %). La contribution des biens immobiliers était la plus faible au Québec (40 %).

Fait digne de mention, les biens immobiliers ont contribué à 88 % de l'augmentation de la valeur des actifs des immigrants récents.

Notes

1. Voir Japelli et Modigliani (2005).
2. Voir Messacar et Morissette (2015).
3. Voir Lafrance et LaRochelle-Côté (2012).
4. Le Système de comptabilité nationale diffuse régulièrement des renseignements concernant les finances agrégées des ménages. Voir le tableau CANSIM 378-0123.
5. Voir Chawla et Uppal (2012). Dans cette étude, on a utilisé les données de l'Enquête canadienne sur les capacités financières pour examiner la dette moyenne des diverses catégories de familles, mais des problèmes d'échantillonnage ont empêché l'examen des actifs. Pour une autre étude comprenant un profil de la dette des familles canadiennes, voir Crawford et Faruqui (2012).
6. Les études existantes de Brighton et Connidis (1982), Morissette et coll. (2002), Morissette et Zhang (2006), Hurst (2011) et Chawla et Uppal (2012) ont utilisé les données antérieures à la crise des liquidités de 2008. Par ailleurs, la plupart de ces études ont mis l'accent uniquement sur la dette.
7. Dans l'ESF, l'unité d'analyse est la famille économique; toutefois, les caractéristiques personnelles, comme l'âge et la scolarité, sont fondées sur le soutien économique principal.
8. Dans la présente analyse, les familles avec enfants sont définies comme des couples avec enfants de moins de 18 ans.
9. Les niveaux de revenu familial ont été corrigés pour tenir compte de la taille de la famille, grâce à une division par la racine carrée de la taille de la famille, afin de tenir compte des besoins relatifs moins grands des membres additionnels de la famille, par opposition à une personne vivant seule.
10. Voir Modigliani et Brumberg (1954) et Friedman (1957).
11. Voir Marshall (2011) pour plus de renseignements concernant la dette des retraités et des personnes approchant de la retraite. Une part importante de la proportion croissante de ceux qui sont endettés à cet âge est attribuable à une augmentation de la proportion de ceux qui utilisent une marge de crédit hypothécaire.
12. La dette moyenne a connu une augmentation correspondante, passant de 71 400 $ à 129 000 $, et les actifs moyens, de 355 900 $ à 656 600 $. Une partie de ces changements peut être attribuée au vieillissement de la population, les groupes plus âgés étant susceptibles d'avoir une dette plus faible et des actifs plus élevés que les groupes plus jeunes. La dette moyenne corrigée pour tenir compte de l'âge en 2012 s'établissait à 138 000 $, et les actifs moyens corrigés selon l'âge, à 606 000 $.
13. Des exemples de structures familiales « autres » comprennent les frères et sœurs qui vivent ensemble, ou des neveux et nièces vivant avec leurs tantes et/ou leurs oncles.
14. Même si le ratio du service de la dette — remboursements de la dette divisés par le revenu disponible— est une mesure plus directe du fardeau de la dette, on ne peut pas calculer de ratio exhaustif à partir des données de l'Enquête sur la sécurité financière.

15. Les estimations découlant de l'Enquête sur la sécurité financière pour les ratios agrégés de la dette et des actifs et de la dette et du revenu ont toujours été plus élevées que celles découlant du Système de comptabilité nationale. Cela vient notamment du fait que les personnes déclarent des soldes d'articles de crédit, comme les cartes de crédit, et des factures impayées au moment de l'enquête et effectuent souvent le paiement à la fin du mois, ce qui fait que ces articles ne sont pas déclarés comme une dette en souffrance des ménages par les institutions financières dans le Système de comptabilité nationale.

16. Par exemple, selon la méthode agrégée, les familles canadiennes avaient un ratio de la dette aux actifs de 0,20 en 2012. Toutefois, le ratio médian de la dette aux actifs était de 0,25 en 2012, ce qui montre que la dette de la famille canadienne médiane représentait 25 % de ses actifs. La différence était encore plus prononcée pour le revenu, les valeurs agrégées indiquant que la dette totale se chiffrait à 189 % du revenu total des familles canadiennes en 2012; toutefois, pour une famille typique, le ratio médian de la dette au revenu était plus faible (110 %). Ces différences ne sont pas inhabituelles, et rendent simplement compte du fait que les valeurs globales doivent inclure l'ensemble des dettes, du revenu et des actifs des familles canadiennes, y compris les valeurs les plus extrêmes.

17. Lorsque l'on exclut la dette hypothécaire et les actifs immobiliers de ces calculs, le ratio médian de la dette au revenu augmente, pour passer de 0,18 à 0,25 au cours de la période, tandis que le ratio médian de la dette aux actifs demeure inchangé, à 0,11. Par ailleurs, les familles avec et sans actifs de retraite ont vu une augmentation de leur ratio de la dette au revenu, même si ce ratio a augmenté plus rapidement dans le cas des familles sans actifs de retraite (passant de 0,67 à 1,02, comparativement à 0,87 à 1,16 chez les familles ayant des actifs de retraite). Dans les deux cas, le ratio de la dette aux actifs est demeuré stable au cours de la période.

Documents consultés

BRIGHTON, J. W. et J. A. CONNIDIS. 1982. *Les faillis-consommateurs au Canada*, Direction générale de l'analyse des politiques, de la recherche et de la liaison, Consommation et Corporations Canada, Ottawa, p. 142.

CHAWLA, Raj et Sharanjit UPPAL. 2012. « L'endettement des ménages au Canada », *L'emploi et le revenu en perspective*, vol. 24, nº 2, nº 75-001-XIF au catalogue de Statistique Canada, p. 5 à 16.

CRAWFORD, Allan et Umar FARUQUI. 2012. « Quels facteurs expliquent les tendances observées dans l'évolution de la dette des ménages canadiens? », *Revue de la Banque du Canada*, Hiver 2011-2012, p. 3 à 15.

FRIEDMAN, Milton. 1957. *A Theory of the Consumption Function*, Princeton, New Jersey, Princeton University Press, p. 259.

HURST, Matt. 2011. « Endettement et types de familles au Canada », *Tendances sociales canadiennes*, nº 11-008 au catalogue de Statistique Canada, p. 42 à 52.

JAPPELLI, Tullio et Franco MODIGLIANI. 2005. « The age saving profile and the life-cycle hypothesis », *The Collected Papers of Franco Modigliani*, 6 (5), Cambridge, MA, MIT Press.

LAFRANCE, Amélie et Sébastien LAROCHELLE-CÔTÉ. 2012. « L'évolution du patrimoine au cours du cycle de vie », *L'emploi et le revenu en perspective*, juin, nº 75-001-X au catalogue de Statistique Canada.

MARSHALL, Katherine. 2011. « Prendre sa retraite avec des dettes », *L'emploi et le revenu en perspective*, vol. 23, nº 2, été, nº 75-001-X au catalogue de Statistique Canada, p. 1 à 13.

MESSACAR, Derek et René MORISSETTE. 2015. « Les régimes de pension d'employeur et le patrimoine des familles canadiennes », *Regards sur la société canadienne*, nº 75-006-X au catalogue de Statistique Canada.

MODIGLIANI, Franco et Richard BRUMBERG. 1954. « Utility analysis and the consumption function: An interpretation of cross-section data », *Post-Keynesian Economics*, publié sous la direction de Kenneth K. Kurihara, New Brunswick, New Jersey, Rutgers University Press, p. 388 à 436.

MORISSETTE, René et Xuelin ZHANG. 2006. « L'inégalité de la richesse : second regard », *L'emploi et le revenu en perspective*, vol. 7, nº 12, décembre, nº 75-001-X au catalogue de Statistique Canada.

MORISSETTE, René, Xuelin ZHANG et Marie DROLET. 2002. *L'évolution de l'inégalité de la richesse au Canada, 1984-1999*, Direction des études analytiques : documents de recherche, nº 187, nº 11F0019M au catalogue de Statistique Canada, Ottawa.

Annexe

Tableau A.2
Ratios agrégés de la dette au revenu et de la dette aux actifs selon les caractéristiques familiales, familles détenant une dette, 1999 et 2012

	1999	2012	1999	2012
	Ratios de la dette au revenu		Ratios de la dette aux actifs	
Tous	**1,28**	**1,89***	**0,20**	**0,20**
Âge du soutien économique principal				
15 à 34 ans	1,41	2,16*	0,37	0,39
35 à 44 ans	1,39	2,52*	0,25	0,32*
45 à 54 ans	1,22	1,66*	0,17	0,17
55 à 64 ans	1,06	1,48*	0,10	0,12
65 ans et plus	0,77	1,18	0,07	0,08
Niveau de scolarité du soutien économique principal				
Niveau inférieur à des études secondaires	1,06	1,48*	0,18	0,18
Diplôme d'études secondaires	1,29	1,79*	0,22	0,19*
Diplôme d'un collège/d'une école de métiers	1,32	1,95*	0,23	0,22
Diplôme universitaire	1,33	1,98*	0,18	0,18
Structure de la famille				
Personnes non âgées (moins de 65 ans)				
Personnes seules	1,27	2,24*	0,25	0,26
Couples sans enfants ou avec enfants de 18 ans et plus	1,19	1,66*	0,17	0,16
Couples avec enfants de moins de 18 ans	1,42	2,30*	0,24	0,27*
Parents seuls	1,79	1,95	0,30	0,29
Autres	0,99	1,34*	0,17	0,18
Personnes âgées (65 ans et plus)	0,77	1,18	0,07	0,08
Statut d'immigrant du soutien économique principal				
A immigré au cours des 10 dernières années	1,77	2,66*	0,38	0,34
Plus de 10 années écoulées depuis l'immigration	1,48	2,31*	0,20	0,21
Né au Canada	1,21	1,76*	0,19	0,19
Région				
Atlantique	0,88	1,41*	0,17	0,19*
Québec	1,10	1,62*	0,18	0,17
Ontario	1,34	1,86*	0,21	0,20
Manitoba et Saskatchewan	0,94	1,58*	0,16	0,17
Alberta	1,27	2,08*	0,19	0,24*
Colombie-Britannique	1,74	2,63*	0,23	0,21
Propriété du logement				
Propriétaires avec hypothèque	1,84	2,72*	0,28	0,29
Propriétaires sans hypothèque	0,58	0,91*	0,06	0,06
Non-propriétaires	0,46	0,64*	0,21	0,21
Quintile du revenu				
Quintile inférieur	1,88	2,89*	0,26	0,29
Deuxième quintile	1,42	2,05*	0,24	0,23
Quintile intermédiaire	1,45	2,16*	0,24	0,23
Quatrième quintile	1,25	1,90*	0,21	0,21
Quintile supérieur	1,07	1,56*	0,16	0,15

* indique que la valeur de 2012 était significativement différente de la valeur de 1999 au niveau de signification de 5 %
Source : Statistique Canada, Enquête sur la sécurité financière, 1999 et 2012.